



Une coalition d'organisations féministes a adressé une pétition à l'ONU et aux leaders du monde pour interdire la GPA (gestation pour autrui). La pétition réclame aussi l'arrêt du financement des agences de l'ONU faisant la promotion de la GPA. Plus de 250 organisations féministes l'ont signée, de 18 pays différents.

Dans le texte de la pétition, déposée sur le bureau du président de l'Assemblée Générale des Nations Unies, les féministes accusent « *l'industrie de la location d'utérus* » d'utiliser « *les mêmes tactiques que les réseaux de traite humaine* », et les contrats de GPA, de contraindre les femmes à renoncer à tous leurs droits. Les signataires maintiennent qu'une GPA « *altruiste* » restera toujours une utopie.

Cette pétition arrive peu après la publication d'un rapport [1] du bureau des droits de l'homme de l'ONU, qui, au lieu de se prononcer en faveur de l'interdiction des GPA altruiste et commerciale, prône plutôt, dans les deux cas, une régulation internationale. Et au lieu de demander aux pays de « *respecter les droits de l'enfant à connaître son père et sa mère et à être pris en charge par eux* », il se cantonne « *au simple droit de connaître sa filiation biologique* ».

L'agence des Nations Unies pour la population (FNUAP) a elle aussi une « *approche ambiguë* » : aucun positionnement officiel sur la GPA, mais une définition des techniques de PMA comme faisant partie des « *services de santé reproductive et sexuelle* » et constituant donc un droit pour chacun, car cela relèverait du « *droit à bénéficier du progrès scientifique* »... D'après un rapport sur l'activité de la FNUAP en Chine, il semblerait que l'agence y promeuve ouvertement la GPA depuis au moins 2014.

Etonnamment, parmi les organisations signataires de la pétition, majoritairement basées en Europe et en Amérique Latine, deux seulement sont basées aux Etats-Unis. Daniella Bandelli, une sociologue qui a fait des recherches sur la GPA[2], explique qu'en effet, on rencontre très peu de réticence à la GPA aux USA en comparaison de l'Europe, par exemple. Elle pense qu'aux Etats-Unis, « *où le libéralisme et l'autonomie personnelle sont des normes sociales dominantes* », le discours des féministes sur la commercialisation des femmes

intéresse peu. Elle estime au contraire qu'une meilleure information « *des plus vastes conséquences psychologiques, sociales, économiques et sanitaires de la maternité de substitution [pourrait] avoir une résonance plus large* ».

Pour aller plus loin :

GPA, PMA : la résistance s'organise

Au Cambodge, des mères porteuses poursuivies pour délits de gestation pour autrui et de traite d'êtres humains

L'industrie de la GPA en Inde : les donneuses sont pauvres et n'ont pas d'autre moyen de gagner de l'argent

---

[1] Rapport

[2] Daniella Bandelli